

L'étude de santé dans le bassin industriel de Lacq intègre les savoirs locaux citoyens

Sandrine Coquet,
Anna Siguier,
épidémiologistes,
cellule régionale Nouvelle-Aquitaine,
Christophe Perrey,
chargé d'expertise en sciences humaines et sociales,
Direction des régions,
Santé publique France.

Les approches participatives dans les études locales en santé environnementale sont devenues un enjeu depuis une vingtaine d'années, en particulier à Santé publique France. L'implication des acteurs locaux et des citoyens dans l'élaboration de ces enquêtes et dans leur réalisation vise plusieurs objectifs. Il s'agit tout d'abord de répondre aux préoccupations sanitaires et aux besoins d'information des habitants du territoire concerné, d'intégrer leurs savoirs et leur expertise d'usage, de favoriser le recrutement des participants. Il s'agit également d'adapter la communication au contexte et de faire preuve de transparence sur les matériels et sur les méthodes mis en œuvre, de croiser les points de vue sur les préconisations de santé publique découlant de l'étude, d'améliorer l'acceptabilité et la diffusion des résultats obtenus et, enfin, de satisfaire les besoins de transparence et de démocratie sanitaire. En 2016, pour éclairer les apports et les limites de telles approches, une étude comparative a été réalisée sur quatre dispositifs participatifs mis en place par Santé publique France sur différents sites pollués [1]. Elle a montré une disparité de pratiques et de résultats quant à la mobilisation des citoyens, appelant à un meilleur cadrage du processus. En effet, plusieurs niveaux de participation sont envisageables : l'information, la sensibilisation et l'échange d'informations ; le recueil systématique de préoccupations, d'attentes de besoins et de savoir à travers des enquêtes ou par l'audition des parties prenantes ; le développement d'une concertation dans des groupes dédiés ; la co-construction d'un projet le plus en amont possible (figure 1). Le niveau de participation retenu dépend de plusieurs critères : la demande

de participation et la mobilisation des parties prenantes organisées (collectifs, associations), la perception du risque sanitaire par la population, l'historique du sujet, le niveau de médiatisation, les enjeux économiques, politiques et juridiques associés aux investigations, l'existence d'une controverse sociale ou scientifique, l'existence d'un enjeu local fort, la contribution attendue des parties prenantes, la vulnérabilité des populations concernées, le délai de production des résultats et le budget disponible pour la dimension participative. L'étude de santé réalisée dans le bassin industriel de Lacq constitue une illustration des modalités et de l'intérêt de la co-construction d'une investigation avec les parties prenantes.

À l'écoute des attentes de la population

Depuis soixante ans, le bassin industriel de Lacq (Pyrénées-Atlantiques) réunit des activités d'extraction de gaz naturel, de chimie fine (pharmaceutique, cosmétique), de production et de stockage d'énergie.

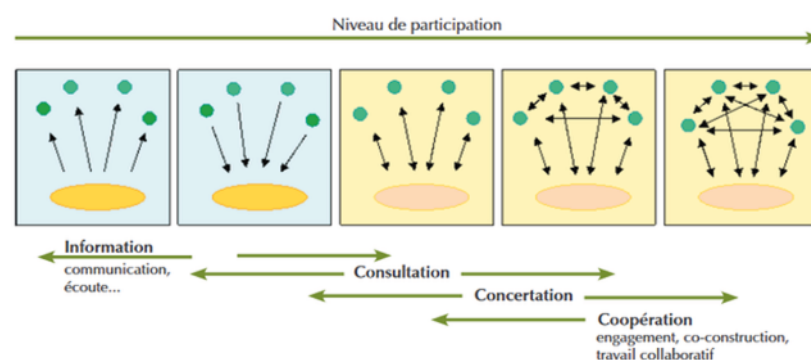
En 2015, la Cour des comptes a émis une recommandation afin de « mieux encadrer la sécurité sanitaire des sites industriels dont les activités exposent les populations » [3]. Concomitamment, les riverains du site et des élus se sont mobilisés à cause de nouvelles nuisances (odeurs) et symptômes irritatifs. Santé publique France a alors été chargée d'évaluer les impacts sanitaires des activités industrielles sur les populations riveraines.

L'ESSENTIEL

■ **L'étude participative de santé déployée par Santé publique France dans le bassin industriel de Lacq s'appuie sur les préoccupations des riverains et sur leurs savoirs. Au cœur de la démarche, les ateliers citoyens collaboratifs contribuent à ce que le processus scientifique soit ouvert à la société, de la conception jusqu'à l'interprétation des résultats. Cette initiative répond à une demande sociétale qui s'exprime particulièrement dans le domaine de la santé environnementale.**

Une analyse des attentes et du contexte local a d'abord été réalisée ; elle visait à améliorer la pertinence et l'utilité de l'intervention de Santé publique France [4]. Puis, deux études épidémiologiques ont été engagées : une étude de mortalité analysant les causes médicales de décès [5] et une étude de morbidité explorant la fréquence de survenue de pathologies d'intérêt [6]. Ces outils épidémiologiques classiques, qui s'appuient sur des bases médico-administratives de mortalité ou de recours au système de soins, ne répondaient toutefois pas à l'ensemble des préoccupations de la population. En effet, les entretiens

Figure 1 – Les différents niveaux de participation (adapté de Santé Canada [2]).



Dossier

Agir pour la santé avec les citoyens

menés dans l'analyse du contexte local ont montré que les riverains et les associations locales attendaient que les investigations portent sur des symptômes ne nécessitant pas forcément une consultation médicale ou une prescription de médicaments, ainsi que sur les nuisances ressenties. En outre, par défiance vis-à-vis des travaux institutionnels, ils avaient aussi exprimé le souhait de participer à la construction des études. C'est dans ce contexte qu'une quatrième étude a été mise en œuvre, et conduite de façon participative auprès des riverains. Elle permet de recueillir directement par questionnaire individuel la description de leur état de santé et leur perception de l'environnement local.

Un espace de co-construction

Initiée fin 2021, cette étude épidémiologique de santé perçue, dite Étude participative de santé, est inscrite dans le plan régional Santé Environnement, et elle bénéficie du soutien financier de l'agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine. Elle s'intéresse aux nuisances ressenties par les riverains du bassin industriel (odeurs, bruits, fumées, vue des installations) et à leurs effets potentiels : gêne, survenue de symptômes et de troubles de santé, altération de la qualité de vie liée à la santé.

Afin de l'adapter à la spécificité du contexte local et aux préoccupations des riverains, l'étude est conduite avec un niveau élevé d'implication des parties prenantes dans la construction, l'interprétation et la restitution de l'enquête. Deux modalités expérimentales

et innovantes ont été mises en place : d'une part le Comité d'appui thématique, jusqu'alors uniquement constitué de scientifiques extérieurs à Santé publique France, a été ouvert aux acteurs locaux, en l'occurrence une association de riverains et un professionnel de santé local ; d'autre part des ateliers collaboratifs ont permis de co-construire l'étude avec des citoyens.

Ces ateliers sont accessibles à toute personne majeure résidant dans l'une des communes de la zone d'étude ainsi qu'aux « acteurs engagés » (associations locales, réseau de nez¹) dans la santé environnementale. Des séances distinctes ont d'abord eu lieu pour le grand public et pour ces acteurs, la suite du processus étant conjointe. Un prestataire spécialisé dans la concertation et dans la participation citoyenne a accompagné Santé publique France pour l'animation de ces ateliers. Les huit séances des phases « préparation » et « réalisation » de l'étude ont réuni une dizaine de personnes. Au total, une trentaine de personnes a participé à un atelier (25 hommes, 8 femmes) ; le seul atelier organisé en visioconférence est celui ayant le moins mobilisé. Cette fréquentation était en deçà des attentes, mais un groupe fidèle et dynamique (surtout des hommes, retraités, engagés) s'est constitué au fil du temps. Le dernier atelier, faisant le bilan de la participation à l'enquête, a accueilli de nouveaux profils (3 femmes, actives, non engagées). Les sujets abordés, ainsi que l'amélioration de la communication et de l'organisation des ateliers devrait faire évoluer le nombre et le profil des participants. À ce jour, des théma-

tiques liées à la méthodologie d'enquête, à la construction collaborative du questionnaire et aux supports de communication ont été abordées. Trois nouveaux ateliers suivront la phase d'analyse des données, courant 2025, afin de présenter les résultats, discuter leurs implications, réfléchir à une stratégie de communication des résultats auprès de la population et auprès des décideurs locaux. Espace de coopération entre Santé publique France et les riverains du bassin industriel de Lacq, les ateliers citoyens sont une forme de science participative dans laquelle l'objet de la participation est la construction de l'étude et non la collecte de données. Ils apportent le savoir expérientiel des participants, ce qui s'est notamment traduit par une évolution du questionnaire (changements de contenu, de formulation des questions, de modalités de passation) et de la communication sur l'étude. Ces temps d'échange permettent également de partager les contraintes de la construction d'une enquête scientifique en population. Une évaluation à mi-parcours du processus participatif engagé à Lacq, adaptée de la méthode Relief [7], a montré un niveau de satisfaction élevé des personnes participant aux ateliers (expression libre, écoute mutuelle, prise en compte des préoccupations sanitaires) et une confiance renforcée envers Santé publique France. ■

1. Personnes formées à la reconnaissance des odeurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

[1] Perrey C. *Analyse de quatre dispositifs participatifs mis en place dans le cadre d'études locales en santé-environnement*. Saint-Maurice : Santé publique France, 2016 : 75 p. En ligne : <https://www.santepubliquefrance.fr/docs/analyse-de-quatre-dispositifs-participatifs-mis-en-place-dans-le-cadre-d-etudes-locales-en-sante-environnement>

[2] Santé Canada. *Politique et boîte à outils concernant la participation du public à la prise de décision*. Ottawa : ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, 2000 : 169 p. En ligne : https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/ahc-asc/alt_formats/pacrb-dgapcr/pdf/public-consult/2000decision-fra.pdf

[3] Cour des comptes. *Gestion publique de la mutation industrielle du bassin de Lacq : risques de sécurité industrielle, sanitaire et environnementale*. 2015. En

ligne : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/la-gestion-publique-de-la-mutation-industrielle-du-bassin-de-lacq>

[4] Perrey C., Coquet S., Le Barbier M. *Analyse des attentes et du contexte local autour du bassin industriel de Lacq : Rapport d'analyse qualitative*. Saint-Maurice : Santé publique France, 2019 : 34 p. En ligne : <https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-33419-etude.pdf>

[5] Germonneau P., Castor C., Coquet S. *Étude de mortalité dans la population riveraine du bassin industriel de Lacq (Pyrénées-Atlantiques) de 1968 à 2014. Rapport final*. Saint-Maurice : Santé publique France, 2021. En ligne : <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/pollution-et-sante/air/documents/enquetes-etudes/etude-de-mortalite-dans-la-population-riveraine-du-bassin-industriel-de-lacq-pyrenees-atlantiques-de-1968-a-2014.-rapport-final>

pyrenees-atlantiques-de-1968-a-2014.-rapport-final

[6] Castor C., Coquet S., Chatignoux É., Roudier C. *Faisabilité d'une étude de morbidité autour du bassin industriel de Lacq (Pyrénées-Atlantiques)*. Santé publique France, 2021. En ligne : <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/pollution-et-sante/air/documents/enquetes-etudes/faisabilite-d-une-etude-de-morbidite-autour-du-bassin-industriel-de-lacq-pyrenees-atlantiques>

[7] Beuret J.-E., Dufourmantelle N., Beltrando V. *L'Évaluation des processus de concertation : Relief, une démarche, des outils*. Ministère de l'Écologie et du Développement durable, Paris : La Documentation française, 2006 : 145 p. En ligne : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/6652>